

216 chemin de la Serpoyère - Viriat  
CS 60127  
01004 Bourg-en-Bresse Cedex  
Tél. 04 74 45 14 70 - Fax 04 74 45 06 03  
organom@organom.fr  
[www.organom.fr](http://www.organom.fr)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ SYNDICAL

#### SÉANCE ORDINAIRE DU 13 FEVRIER 2024

Convocation en date du 7 février 2024,

Nombre de délégués en exercice : 37

N° D2024005

Objet : Accueil d'un apprenti

*Sous la présidence de Yves CRISTIN, Président*

Secrétaire de séance : Mme Hélène BROUSSE

Nombre de membres	
En exercice	Votants
37	24
Pour	24
Contre	0
Abstention	0

#### Présents :

CA3B : Guy ANTOINET – Patrick BAVOUX – Yves CRISTIN – Jean  
Luc EMIN – Mireille MORNAY - Bernard PERRET – Jean Luc ROUX  
– Jean Marc THEVENET

CCPA : Hélène BROUSSE – Bernard GUERS – Max ORSET

CCD : Gérard BRANCHY

3CM : Philippe GUILLOT-VIGNOT – Andrée RACCURT

CCMP : Josiane BOUVIER – Claude CHARTON

CCBS : Jean Jacques BESSON - Philippe PLENARD

RAPC : Frédéric MONGHAL – Antoine BAUTAIN

#### Excusés remplacés par le suppléant :

#### Excusés ayant donné procuration :

CA3B : Thierry PALLEGOIX pouvoir à Jean Luc ROUX

CCPA : André MOINGEON pouvoir à Hélène BROUSSE

CCD : Audrey CHEVALIER pouvoir à Yves CRISTIN - Jean François

JANNET pouvoir à Gérard BRANCHY

#### Excusés :

CA3B : Bernard BIENVENU - Patrick BOUVARD – Benjamin  
RAQUIN

CCPA : Vincent MANCUSO

3CM : Jean Philippe FAVROT

HBA : Alain AUBOEUF

CCV : Guy DUPUIT

#### Absents :

CA3B : Jonathan GINDRE

CCPA : Gilbert BOUCHON – Elisabeth LAROCHE - Frédéric  
TOSEL

CCD : Sonia PERI

CCMP : Christine FRANCOIS

Madame Hélène Brousse, Vice-présidente marchés – affaires administratives informe l'assemblée :

L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (*pour les travailleurs RQTH : pas de limite d'âge supérieure d'entrée en formation*) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une collectivité territoriale.

Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Notre collectivité peut donc décider d'y recourir.

Cette démarche nécessite de nommer un maître d'apprentissage au sein du personnel. Celui-ci aura pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti des compétences correspondant à la qualification recherchée ou au titre ou au diplôme préparé par ce dernier.

Le maître d'apprentissage disposera pour exercer cette mission du temps nécessaire à l'accompagnement de l'apprenti et aux relations avec le Centre de Formation des Apprentis (C.F.A.). Si le maître d'apprentissage est un fonctionnaire territorial, il bénéficiera d'une Nouvelle Bonification Indiciaire de 20 points.

Par ailleurs, les collectivités territoriales n'étant pas assujetties au versement de la taxe d'apprentissage, elles prennent en charge le coût de la formation de l'apprenti en CFA. Le CNFPT prend en charge à hauteur de 100%, dans la limite de montants maximaux définis par un barème, les frais de formation des apprentis sous réserve de participer au recensement des intentions de recrutement avant le 22 mars 2024 et de suivre la procédure du CNFPT.

En outre, pour 2024, le CNFPT a décidé de prioriser ses financements sur les 44 métiers en tensions.

Si la facture établie par l'organisme de formation est supérieure au barème fixé par le CNFPT, la collectivité d'accueil de l'apprenti(e) prendra en charge la part restante.

Enfin, ce dispositif s'accompagne d'exonérations de charges patronales et de charges sociales (et d'aides du FIPHFP, le cas échéant).

**Afin de renforcer le pôle QSE et de maintenir la dynamique engagée depuis 2 ans pour la reconquête de la certification ISO14001, Organom pourrait recruter un apprenti sur un poste de conseiller en prévention des risques professionnels**

Après consultation du Comité Social Territorial pour les conditions d'accueil de l'apprenti, compte-tenu des besoins d'Organom, un contrat d'apprentissage avec les caractéristiques suivantes pourrait être conclu :

Service d'affectation	Métier et Diplôme préparés	Durée de la formation
Pôle QSE	Conseiller en prévention des risques professionnels (Chargé de sécurité et environnement, Technicien HSE) / BUT Hygiène Sécurité Environnement (RNCP35406) ou Coordonnateur en prévention des risques (RNCP36989) ou Chargé de mission QSSE(RNCP34893)	2 ou 3 ans

Vu la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

Vu le décret n° 2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu le décret n° 2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis

Le Comité syndical,  
Où l'exposé du rapporteur,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ADOpte** la proposition ci-dessus

**Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment le contrat d'apprentissage ainsi que la convention conclue avec le Centre de Formation d'Apprentis.

**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Fait à Viriat, les ans, mois et jour susdits.

Yves CRISTIN  
Président

